

BAGNOLS

Deux collectifs pour dire non au gaz de schiste

Le Gard rhodanien est concerné par le projet 'gaz de schiste', avec un permis d'exploitation dit de Montélimar délivré à Total. Il couvre une large partie à l'ouest de ce secteur, suivant une ligne Bourg-Saint-Andéol/Uzès.

Depuis déjà quelques semaines, des voix s'élèvent pour dénoncer les risques de l'exploration et de l'exploitation de ce gaz sur la santé, l'économie locale, l'environnement et la qualité de vie, car son extraction nécessite d'importantes ressources en eau et le recours à un mélange de produits chimiques.



Les inquiétudes commencent à faire tâche d'huile jusqu'à Bagnols, d'autant qu'une demande d'extension du permis de Montélimar de 60 km à l'est de l'actuel périmètre (soit 1 859 km² en plus des 4 327 km² déjà accordés pour la prospection) a été déposée en 2010 auprès du ministère de l'Industrie (lire ci-dessous).

Des dizaines d'associations sont impliquées

Malgré le terme de moratoire prononcé par le Premier ministre François Fillon, les habitants restent sur leurs gardes, notamment sur le canton de Pont-Saint-Esprit et au Garn en particulier, où un forage financé par Total avait été réalisé il y a plusieurs semaines. Sur le modèle du collectif Stop au gaz de schiste qui s'est monté en Ardèche, deux groupes, l'un pour la vallée de la Cèze et l'autre pour la grande 'région' de Laudun-L'Ardoise, Bagnols et Pont sont en train de se constituer.

Le premier, Garrhod SAGDS (Gard rhodanien stop au gaz de schiste), présidé par Nelly Hazard, par ailleurs présidente de l'association Autrement la vie à Bagnols, est né vendredi dernier à Saint-Alexandre : « *Nous avons divisé la zone en deux parties pour jouer sur la notion de proximité. J'ai contacté des personnes d'une vingtaine de villages et, aujourd'hui, nous sommes quarante-cinq membres actifs du collectif* », explique-t-elle.

Vendredi 25 mars à la salle des rencontres de Goudargues, à 20 h 30, le second collectif - dont le nom n'est pas encore officiel - sera porté sur les fonds baptismaux par Anne-Catherine Rigal, présidente de l'association Goudargues et Cèze : « *Nous attendons trois cents personnes puisque déjà des membres d'une dizaine d'associations sont impliqués* », note-t-elle. Des membres des collectifs ardéchois, un géologue, la Fédération des offices de tourisme du Gard ou encore Christophe Serre, le président de Valcèzard seront présents. Les deux collectifs prévoient une action lors de la parution des rapports intermédiaires demandés par l'État autour du 15 avril prochain. Ils suivent le dossier de très près, avec le soutien de nombreux maires du Gard rhodanien.

JEAN NOTÉ et HÉLÈNE AMIRAUX